

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin](#)[Registre de copies de lettres envoyées](#)[CNAM FG 15 \(22\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à Alexandre Tisserant, 18 juin 1882](#)

## Jean-Baptiste André Godin à Alexandre Tisserant, 18 juin 1882

**Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)**

### Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

### Informations sur le document source

Cote FG 15 (22)

Collation 4 p. (333r, 334r, 335v, 336r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

### Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Alexandre Tisserant, 18 juin 1882, Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 14/02/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/50741>

Copier

### Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Droits Famillistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

### Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [18 juin 1882](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)

Destinataire [Tisserant, Alexandre \(1822-1896\)](#)  
Lieu de destination Gérardmer (Vosges)  
Scripteur / Scriptrice [Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

## Description

Résumé Sur l'affaire Boucher et Cie. Godin confirme à Tisserant que Delpech lui a appris que la cour d'Amiens l'avait condamné à 80 000 F de dommages et intérêts envers Boucher et Cie. Godin considère que la cour est prévenue à l'égard du « républicain socialiste Godin » depuis 30 ans dans ses procès en contrefaçon. Godin est inquiet du silence de Tisserant. Il lui demande conseil sur la possibilité d'un pourvoi en cassation, sur un procès à Nancy et un autre contre Sougland.

## Mots-clés

[Contrefaçon](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées

- [Boucher et Cie](#)
- [Delpech, Alphonse \(1821-1902\)](#)
- [Forges et fonderies de Sougland](#)

Lieux cités

- [Amiens \(Somme\)](#)
- [Nancy \(Meurthe-et-Moselle\)](#)

Notice créée par [Pauline Péliissier](#) Notice créée le 21/11/2023 Dernière modification le 06/02/2024

---

Guise 14 juin 1882.

333

Mon cher ami,

Vous avez été sans doute plus surpris  
que moi de la décision de la cour d'Amiens  
me condamnant à 20 mille francs de dom-  
mages et intérêts envers Brocard, ce dont  
je tiens à être informé par M. Delpech à  
qui j'avais écrit l'autre jour de nouvelles.

Cette condamnation excessive pour l'usage  
que j'ai fait d'une chose sans valeur qui  
n'est pas dans son brevet, mais qui on a  
bien voulu y voir, qui m'a pu et peu-  
sant m'empêcher de continuer à faire le  
brevet qui motive cette condamnation,  
trouve les dispositions de la cour à mon  
égard. Le silence que vous avez gardé sur  
ce sujet a surpris M. Delpech et lui fait  
craindre, comme à moi, que vous soyez  
malade.

Inquiet de ne recevoir aucune nou-  
velle de ce procès, j'avais un pressentiment

H. Bissacant



que le républicain-socialiste Gaden avait  
 été évidemment traité avec une merveilleuse façon  
 par la cour qui, il y a trente ans, l'a  
 eu procès en contrefaçon pour lequel il  
 déjà fait condamner un contrefacteur,  
 contrefaçon qui avait par conséquent  
 trois jugements en son défaveur en sa  
 faveur, et en a par même décidé, sans  
 avoir de son siège et sans délibérer, que  
 n'avais rien inventé, que mes brevets  
 étaient valides et d'un effet, et que, par  
 à payer six mille francs à mes contrefacteurs.

Voilà ce que la cour d'Amiens décide  
 aux débuts de l'industrie que la fondation  
 et qui est devenue, quelque chose, une  
 grande industrie du pays.

Mon avocat regardant ma cause avec  
 et il l'avait bien plaidé; il avait même  
 n'avait pas un mot sur la question de  
 contrefaçon, mais il plaida longuement  
 que j'étais un socialiste-républicain. L'opinion  
 de la cour était faite, et elle est restée la  
 même depuis, dans tous les procès que.

j'ai été obligé de soutenir devant elle.  
 Dans le moment de ma première condam-  
 nation je me crus ruiné, mais j'ai vaincu  
 ces difficultés. Il en sera encore de même  
 aujourd'hui. Il me reste donc à m'écouter.  
 Vos conseils me sont nécessaires pour cela.  
 Mais puis-je payer, quand et comment?

M. Delpech me dit que je ne dois payer  
 que sous réserve de pourvoi en cassation.  
 Je puis peut-être cette réserve, puisque'il  
 s'agit d'une décision de la cour sur une  
 question de fait où elle est souveraine?

Dois-je me préoccuper de l'affaire de  
 Nancy? Là, moi seul ai été contrefait  
 et j'aurais encore à payer des dommages à  
 mon contrefauteur.

Cela me fait penser que peut-  
 être sauglant à son tour, me fera  
 ces jours-ci une querelle pour le  
 procès d'évailage que j'ai laissé sans  
 suite. Qu'en pensez-vous?



Donnez-moi de vos nouvelles  
et recevez mes sentiments dévoués.

Edmond